

Art. 4. Notre Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes, Notre Ministre de l'Economie, Notre Ministre des Finances sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 juin 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
D. REYNERS

Le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,
J. GABRIELS

Le Ministre de l'Economie,
Ch. PICQUE

Art. 4. Onze Minister van Landbouw en Middenstand, Onze Minister van Economische Zaken, Onze Minister van Financiën zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 juni 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
D. REYNERS

De Minister van Landbouw en Middenstand,
J. GABRIELS

De Minister van Economie,
Ch. PICQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 2001 — 1574

[C — 2001/22393]

14 JUIN 2001. — Décision de la Ministre de la Santé publique restaurant certaines mesures de protection concernant l'encéphalopathie spongiforme bovine

La Ministre de la Santé publique,

Considérant l'article 17 de la loi du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes;

Considérant que l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales prévoit dans ses articles 8 et 9 que le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions peut, dans certaines circonstances, prendre les mesures nécessaires, aussi bien en vue de protéger la santé publique qu'en vue de répondre aux obligations européennes;

Considérant que l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) comporte sans doute des dangers au plan de la santé des consommateurs de viandes bovines;

Considérant que récemment, la Commission européenne a conclu sur base d'avis scientifique que la colonne vertébrale, ainsi que les ganglions rachidiens des bovins âgés de plus de douze mois constituent un risque de contamination par l'ESB, lequel doit être prévenu sans délai;

Considérant qu'au 14 mars 2001, la Commission a pris la Décision 2001/233/CE modifiant la décision 2000/418/CE en ce qui concerne les viandes séparées mécaniquement et la colonne vertébrale des bovins, qu'elle l'a destiné aux Etats membres, l'a publié au Journal officiel du 23 mars 2001 et imposé de l'appliquer à partir du 31 mars 2001;

Considérant que la législation actuelle ne suffit pas pour réaliser cette obligation européenne et que, tout en respectant les procédures prévues, les initiatives de réglementation ne peuvent pas être terminées en temps utile;

Considérant que certaines mesures peuvent être modulées en fonction des circonstances dans lesquelles des colonnes vertébrales ou des parties des colonnes vertébrales de bovins âgés de plus de douze mois peuvent ou non être présentes dans les débits de viandes,

Décide :

Article 1^{er}. Les viandes du rachis des bovins âgés de plus de douze mois ne peuvent être transformées ni mises en vente dans le commerce de détail ni livrées au consommateur ou à l'utilisateur final que si elles ont été au préalable débarrassées des vertèbres autres que caudales ainsi que des ganglions rachidiens et autres tissus nerveux apparents de la colonne vertébrale.

Les déchets animaux (à savoir les vertèbres, les ganglions rachidiens et les autres tissus nerveux apparents de la colonne vertébrale) issus de cette opération sont des matériels à risques spécifiés qui doivent être éliminés conformément aux dispositions qui les régissent.

Art. 2. § 1^{er}. Outre dans les abattoirs, les ateliers de découpe et les ateliers de transformation agréés, l'enlèvement de la colonne vertébrale ou des parties de colonne vertébrale des carcasses, demi-carcasses,

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 2001 — 1574

[C — 2001/22393]

14 JUNI 2001. — Beslissing van de Minister van Volksgezondheid tot vaststelling van bepaalde beschermende maatregelen in verband met bovine spongiforme encefalopathie

De minister van Volksgezondheid,

Overwegende artikel 17 van de wet van 5 september 1952 betreffende de vleeskeuring en de vleeshandel;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen in zijn artikelen 8 en 9 voorziet dat de minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, in bepaalde omstandigheden de nodige maatregelen kan nemen, zowel om de volksgezondheid te beschermen als om te voldoen aan Europese verplichtingen;

Overwegende dat de bovine spongiforme encefalopathie (BSE) zonder twijfel gevaren inhoudt op het vlak van de gezondheid van de verbruikers van rundvlees;

Overwegende dat recent op wetenschappelijk advies door de Europese Commissie is geconcludeerd dat de wervelkolom evenals de achterwortelganglia van runderen van meer dan twaalf maanden een gevaar voor besmetting met BSE inhouden dat dringend dient voorkomen;

Overwegende dat de Commissie daartoe op 14 maart 2001 de Beschikking 2001/233/EG tot wijziging van Beschikking 2000/418/EG met betrekking tot separatorvlees en de wervelkolom van runderen heeft genomen en gericht tot de Lidstaten, ze op 23 maart 2001 in het Europees Publicatieblad heeft bekendgemaakt en ze met ingang van 31 maart dient toegepast;

Overwegende dat de huidige wetgeving niet volstaat om deze Europese verplichting te realiseren en dat de nodige regelgevende initiatieven met respect voor de voorziene procedures niet tijdig kunnen worden voltooid;

Overwegende dat een aantal maatregelen kunnen variëren naargelang de omstandigheid waarbij in vleeswinkels wervelkolom of delen ervan van runderen van meer dan twaalf maanden al of niet aanwezig mogen zijn,

Beslist :

Artikel 1. Het vlees van de wervelkolom van runderen van meer dan twaalf maanden mag niet worden verwerkt noch in de detailhandel te koop gesteld noch geleverd aan de consument of de eindgebruiker dan nadat het is ontdaan van alle wervels, andere dan staartwervels, evenals van de achterwortelganglia en ander zichtbaar zenuwweefsel rond de wervelkolom.

De afval die bij deze bewerking bekomen wordt (wervels, achterwortelganglia en ander zichtbaar zenuwweefsel rond de wervelkolom) is gespecificeerd risicomateriaal en moet verwijderd worden overeenkomstig de bepalingen die daarop van toepassing zijn.

Art. 2. § 1. Buiten de erkende slachthuizen, uitsnijderijen en vleeswarenfabrieken, mag het verwijderen van de wervelkolom of delen daarvan die zijn vervat in karkassen, halve karkassen, kwartieren of

quartiers ou autres morceaux de gros des bovins âgés de plus de douze mois peut être effectué dans les ateliers de préparation annexés aux boucheries, aux rayons de boucherie des grandes entreprises de distribution ou grands magasins ou aux commerces ambulants mentionnés aux articles 1^{er}, 2 et 5bis, 1°, a, de l'arrêté royal du 12 décembre 1955 relatif aux débits de viandes et aux ateliers de préparation y annexés.

§ 2. Dans les locaux des débits de viandes visés au § 1^{er}, il doit être satisfait aux dispositions des arrêtés royaux, tels que modifiés :

— l'arrêté royal du 12 décembre 1955 relatif aux débits de viandes et aux ateliers de préparation y annexés;

— l'arrêté royal du 4 décembre 1995 soumettant à une autorisation les lieux où les denrées alimentaires sont fabriquées ou mises dans le commerce ou sont traitées en vue de leur exportation;

— l'arrêté royal du 7 février 1997 relatif à l'hygiène générale des denrées alimentaires .

§ 3. En outre, tous les exploitants des établissements mentionnés au § 2 doivent satisfaire aux conditions suivantes :

1. Inscrire au registre des entrées, la date de naissance des bovins dont proviennent les carcasses, demi-carcasses, quartiers et autres morceaux de gros qui contiennent des parties de la colonne vertébrale, afin de garantir la traçabilité au sujet de l'âge des bovins dont les viandes sont commercialisées dans l'établissement. Toutefois, pour les morceaux de gros étiquetés en tant que lot conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des viandes bovines, la mention de la catégorie d'âge des bovins, à savoir supérieur ou inférieur à douze mois, suffit.

2. Garantir un travail hygiénique permettant de limiter autant que possible la contamination des viandes, des outils, des équipements, des locaux et des personnes par des matériels à risques spécifiés;

3. Prendre en considération les recommandations formulées par les autorités compétentes pour la protection du personnel manipulant des matériels à risques spécifiés;

4. Rassembler et entreposer, ensemble et dans les mêmes récipients, exclusivement réservés à cette fin, tous les déchets animaux produits dans l'établissement, tels que les os, les graisses, les produits du parage et les matériels à risques spécifiés; la totalité des déchets animaux ainsi rassemblés est assimilée aux matériels à risques spécifiés;

5. N'utiliser à cette fin que des récipients étanches, inaccessibles aux personnes non autorisées, portant de manière bien visible en lettres d'au moins 15 cm de hauteur la mention « MRS »;

6. Dénaturer ces déchets animaux au fur et à mesure de leur production à l'aide d'une solution de Tartrazine 0,5 % ou de toute autre substance qui serait prescrite à cette fin;

7. Tenir, sous une forme quelconque mais offrant les garanties nécessaires, un registre des sorties permettant de garantir, au moins en terme de poids fondé sur une pesée effective, la traçabilité de tous les déchets animaux produits dans l'établissement et remis en qualité de matériels à risques spécifiés, à un collecteur agréé;

Un document de sortie est établi. Il comporte au moins, d'une part l'identification de l'établissement de production et du boucher responsable ainsi que sa signature, la nature des déchets animaux collectés (« Déchets de boucherie - matériels à risques spécifiés »), leur poids fondé sur une pesée, ainsi que les dates de leur production et, d'autre part l'identification du collecteur des déchets animaux ainsi que sa signature, le centre de regroupement ou l'usine de destruction de destination, ainsi que la date de la collecte;

L'exemplaire original du document de sortie accompagne les déchets animaux jusqu'au centre de regroupement ou l'usine de destruction. Chaque intervenant successif (boucher, collecteur, centre de regroupement ou usine de destruction de destination) conserve une copie. Après le regroupement ou la destruction, l'exemplaire original est renvoyé à l'établissement de production revêtu d'une mention attestant que le regroupement ou la destruction a bien eu lieu;

andere deelstukken van runderen van meer dan twaalf maanden gebeuren in de bereidingswerkplaatsen verbonden aan slagerijen, slagerijafdelingen van grote distributiebedrijven of warenhuizen of aan (vlees)leurhandels bedoeld in de artikelen 1, 2 en 5bis, 1°, a, van het koninklijk besluit van 12 december 1955 betreffende de vleeswinkels en de daarbijbehorende bereidingswerkplaatsen.

§ 2. In de lokalen van de vleeswinkels bedoeld in § 1, moet worden voldaan aan de bepalingen van volgende koninklijke besluiten, zoals gewijzigd :

— het koninklijk besluit van 12 december 1955 betreffende de vleeswinkels en de daarbijbehorende bereidingswerkplaatsen;

— het koninklijk besluit van 4 december 1995 tot onderwerping aan vergunning van plaatsen waar voedingsmiddelen gefabriceerd of in de handel gebracht worden of met het oog op de uitvoer behandeld worden;

— het koninklijk besluit van 7 februari 1997 inzake de algemene voedingsmiddelenhygiëne.

§ 3. Bovendien moeten alle exploitanten van de in § 2 genoemde inrichtingen voldoen aan de hierna vermelde bijkomende vereisten :

1. In een register van binnenkomend vlees de geboortedatum inschrijven van de runderen waarvan de karkassen, halve karkassen, kwartieren en andere deelstukken die gedeelten van de wervelkolom bevatten, voortkomen, teneinde de naspeurbaarheid te waarborgen op het vlak van de leeftijd der runderen waarvan het vlees in de inrichting verhandeld wordt. Evenwel, voor de deelstukken die overeenkomstig de reglementering betreffende de etikettering van rundvlees als een lot zijn geëtiketteerd, volstaat de vermelding van de leeftijdscategorie van de runderen boven of beneden de twaalf maanden;

2. Een hygiënische werkwijze garanderen zodat een mogelijke besmetting van het vlees, de werktuigen, de uitrusting, de lokalen en personen met gespecificeerd risicomateriaal zoveel mogelijk wordt voorkomen;

3. De aanbevelingen opvolgen van de bevoegde autoriteiten inzake de bescherming van personeel dat gespecificeerd risicomateriaal hanteert;

4. Alle in de inrichting bekomen afval van dierlijke oorsprong zoals beenderen, vetten, afval van het opschikken en gespecificeerd risicomateriaal samen in dezelfde exclusief daartoe bestemde recipiënten verzamelen en opslaan; het geheel van de aldus verzamelde dierlijke afval wordt gelijkgesteld met gespecificeerd risicomateriaal;

5. Met dit doel alleen gesloten recipiënten aanwenden die niet toegankelijk zijn voor onbevoegden en die op goed zichtbare wijze de vermelding « GRM » dragen in letters van ten minste 15 cm hoog;

6. Deze dierlijke afval naarmate van zijn productie denatureren met behulp van een oplossing tartrazine 0,5 % of van elke andere stof die met dit doel zou worden voorgeschreven;

7. Onder eender welke vorm die de nodige garanties biedt, een uitgaand register bijhouden dat toelaat, ten minste in termen van gewicht gebaseerd op effectieve weging, de naspeurbaarheid te waarborgen van alle dierlijk afval bekomen in de inrichting en in zijn hoedanigheid van gespecificeerd risicomateriaal overgedragen aan een erkend ophaler;

Een uitgaand document wordt opgesteld. Het omvat minstens, enerzijds de identificatie van de producerende inrichting en van de verantwoordelijke slager evenals zijn handtekening, de aard van de verzamelde dierlijke afval (« Slagerijafval – gespecificeerd risicomateriaal »), het op een weging gebaseerd gewicht evenals de productiedata en, anderzijds de identificatie van de ophaler van dierlijk afval evenals zijn handtekening, het verzamelcentrum of destructiebedrijf van bestemming evenals de datum van ophaling;

Het origineel exemplaar van het uitgaand document vergezelt de dierlijke afval tot het verzamelcentrum of het destructiebedrijf. Elke betrokkene (slager, ophaler, verzamelcentrum of destructiebedrijf van bestemming) bewaart een kopie. Na de verzameling of de destructie wordt het origineel exemplaar teruggezonden naar de producerende inrichting bekleed met een vermelding die de verzameling of de vernietiging bevestigt;

8. Conclure avec un collecteur agréé pour les matériels à risques spécifiés un contrat garantissant au moins une collecte par semaine et impliquant une facturation forfaitaire des enlèvements, indépendante de la quantité collectée mais pouvant être calculée compte tenu du volume des activités de l'établissement. Cependant, ce contrat peut comprendre une clause permettant au boucher responsable du débit de viandes d'annuler une collecte, moyennant préavis en temps utile. Toutefois, dans ce cas, aucun matériel à risque spécifié ni viande qui en contienne ne peut être présent dans l'établissement depuis la dernière collecte jusqu'au jour de la collecte annulée.

§ 4. Afin de garantir la traçabilité mentionnée au § 3, 1, au sujet de l'âge des bovins, les expéditeurs à partir des abattoirs et ateliers de découpe agréés doivent mentionner aux documents d'accompagnement commercial accompagnant les viandes,

— la date de naissance des bovins dont proviennent les carcasses, demi-carcasses, quartiers et autres morceaux de gros qui contiennent des parties de la colonne vertébrale, ou

— la catégorie d'âge des bovins, à savoir supérieur ou inférieur à douze mois s'il s'agit de morceaux de gros étiquetés en tant que lot conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des viandes bovines.

Les carcasses, demi-carcasses et quartiers doivent porter individuellement la mention de la date de naissance du bovin.

Art. 3. Toutefois, l'exploitant d'un établissement, visé à l'article 2, § 1^{er}, peut obtenir, par siège d'exploitation, une dispense de satisfaire aux obligations de l'article 2, § 3, de la présente décision pour autant qu'il n'introduise pas dans son établissement des viandes de bovins âgés de plus de douze mois contenant des vertèbres autres que caudales, ainsi que des ganglions rachidiens et des autres tissus nerveux apparents de la colonne vertébrale.

A cet effet, il doit adresser à l'Inspection générale des Denrées alimentaires, par lettre recommandée à la poste, une déclaration selon le modèle en annexe I de la présente décision, co-signée par le boucher responsable.

La dispense prend effet au moment de la réception du document de confirmation du service précité. Ce document doit être conservé au siège d'exploitation et remis à chaque demande des services de contrôle.

Si l'intéressé souhaite ultérieurement introduire dans son établissement des viandes de bovins âgés de plus de douze mois contenant des vertèbres autres que caudales, ainsi que des ganglions rachidiens et des autres tissus nerveux apparents de la colonne vertébrale, il doit en faire déclaration de la même manière en utilisant le modèle repris à l'annexe II de la présente décision auquel l'exemplaire original du document de confirmation mentionné à l'alinéa précédent est joint. Ensuite, il doit se conformer immédiatement et complètement à la présente décision.

Art. 4. Des contrôles seront effectués par les services tant de l'Inspection générale des denrées alimentaires que de l'Institut d'expertise vétérinaire.

Art. 5. Les viandes trouvées en infraction de la présente décision seront saisies conformément à l'article 33, § 2, de la loi du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes et seront détruites.

Lors du non-respect de la déclaration mentionnée à l'article 3, alinéa 2, la dispense sera retirée immédiatement et le droit d'introduire une nouvelle demande sera suspendu pendant une période d'un an.

Art. 6. La présente décision remplace la décision du 28 mars 2001 instaurant certaines mesures de protection concernant l'encéphalopathie spongiforme bovine.

Art. 7. La présente décision entre en vigueur le 1^{er} juillet 2001.

Mme M. AELVOET

8. Met een erkend ophaler van gespecificeerd risicomateriaal een overeenkomst afsluiten die minstens een ophaalbeurt per week waarborgt en die een forfaitaire facturatie van de verwijdering inhoudt, die niet afhangt van de verzamelde hoeveelheid maar kan berekend worden rekening houdend met de omvang van de activiteiten van de inrichting. Overigens mag deze overeenkomst een clausule bevatten waarbij door de verantwoordelijke slager van de vleeswinkel een ophaalbeurt kan worden opgezegd mits tijdige kennisgeving. In dat geval mag evenwel vanaf de laatste ophaalbeurt tot de dag van de opgezegde ophaalbeurt geen gespecificeerd risicomateriaal noch vlees dat er bevat, aanwezig zijn in de inrichting.

§ 4. Teneinde de in § 3, 1, vermelde naspeurbaarheid op het vlak van de leeftijd der runderen te waarborgen, moeten de verzenders vanaf de erkende slachthuizen en uitsnijderijen op de begeleidende handelsdocumenten die het vlees vergezellen

— de geboortedatum vermelden van de runderen waarvan de karkassen, halve karkassen, kwartieren en andere deelstukken die gedeelten van de wervelkolom bevatten, voortkomen, of

— de leeftijdscategorie vermelden van de runderen, met name boven of beneden de twaalf maanden indien het gaat om deelstukken die overeenkomstig de reglementering betreffende de etikettering van rundvlees als een lot zijn geëtiketteerd.

De karkassen, halve karkassen en kwartieren moeten individueel de vermelding van de geboortedatum van het rund dragen.

Art. 3. De exploitant van een inrichting, bedoeld in artikel 2, § 1, kan evenwel per exploitatiezetel, een vrijstelling bekomen van de verplichtingen van artikel 2, § 3, van deze beslissing voor zover hij geen vlees van runderen van meer dan twaalf maanden dat wervels, andere dan staartwervels, evenals van achterwortelganglia en ander zichtbaar zenuwweefsel rond de wervelkolom bevat, in zijn inrichting binnenbrengt.

Hij dient daartoe een door de verantwoordelijke slager medeondertekende verklaring volgens het model in bijlage I bij deze beslissing bij een ter post aangetekende brief te richten tot de Algemene Eetwareninspectie.

De vrijstelling neemt aanvang bij de ontvangst van het bevestigingsdocument van de genoemde dienst. Dit document dient in de exploitatiezetel bewaard en op elke vraag van de controlediensten overgelegd.

Indien de betrokkene opnieuw wenst over te gaan tot het binnenbrengen in zijn inrichting van vlees van runderen van meer dan twaalf maanden dat wervels, andere dan staartwervels, evenals van achterwortelganglia en ander zichtbaar zenuwweefsel rond de wervelkolom bevat, dan dient hij dit op dezelfde wijze kenbaar te maken met een verklaring volgens het model in bijlage II bij deze beslissing waarbij het origineel exemplaar van het bevestigingsdocument bedoeld in vorig lid is gevoegd. Hij dient zich vervolgens onmiddellijk en geheel naar deze beslissing te schikken.

Art. 4. Controles zullen worden uitgevoerd door de diensten van zowel de Algemene Eetwareninspectie als van het Instituut voor veterinaire keuring.

Art. 5. Het vlees dat wordt aangetroffen in overtreding met deze beslissing zal worden in beslag genomen overeenkomstig artikel 33, § 2, van de wet van 5 september 1952 betreffende de vleeskeuring en de vleeshandel en vernietigd.

Bij niet-naleving van de verklaring bedoeld in artikel 3, tweede lid, wordt de vrijstelling onmiddellijk ingetrokken en wordt voor een termijn van een jaar het recht opgeschort een nieuwe aanvraag te doen.

Art. 6. Deze beslissing vervangt de beslissing van 28 maart 2001 tot vaststelling van bepaalde beschermende maatregelen in verband met boviene spongiforme encefalopathie.

Art. 7. Deze beslissing treedt in werking op 1 juli 2001.

Mevr. M. AELVOET

Annexe I

Demande de dispense des obligations de l'article 2, § 3, de la décision de la Ministre de la Santé publique du 14 juin 2001 instaurant certaines mesures de protection concernant l'encéphalopathie spongiforme bovine (1)

Je soussigné(e), exploitant de la boucherie/du rayon de boucherie de la grande entreprise de distribution ou du grand magasin/du commerce ambulant (2)

Dénomination du commerce :

Adresse du siège social (rue, numéro, code postal, commune) :
.....
.....

Adresse du siège d'exploitation (rue, numéro, code postal, commune) (3) :
.....
.....

Boucher responsable (nom, prénom) (4) :
.....

Demande par la présente la dispense aux obligations de l'article 2, § 3, de la décision de la Ministre de la Santé publique du 14 juin 2001 instaurant certaines mesures de protection concernant l'encéphalopathie spongiforme bovine.

Déclare et m'engage à ne pas introduire dans mon établissement des viandes de bovins âgés de plus de douze mois contenant des vertèbres, autres que caudales, ainsi que des ganglions rachidiens et autres tissus nerveux apparents de la colonne vertébrale.

Déclare et m'engage à respecter les règles en relation en l'encéphalopathie spongiforme bovine qui sont applicables aux débits de viandes et aux commerces ambulants auxquels une dispense aux obligations mentionnées ci-dessus est octroyée et déclare avoir pris connaissance du fait que les manquements par rapport aux règles susmentionnées sont passibles de sanctions.

	L'exploitant	Le boucher responsable (5)
Nom, prénom et signature :
Date :

Confirmation de l'autorisation par l'administration

Le présent document n'est délivré qu'une seule fois et doit être conservé au siège d'exploitation.

Date :	Cachet :
--------	----------

Vu pour être annexé à la décision du 14 juin 2001.

Mme M. AELVOET

Notes

(1) remplir en capitales et envoyer par recommandé à l'Inspection générale des Denrées alimentaires, C.A.E. quartier Vésale 11^e étage, boulevard Pachéco 19/5, 1010 Bruxelles.

(2) biffer la mention inutile.

(3) mentionnez IDEM si identique au siège social.

(4) mentionnez IDEM si identique à l'exploitant.

(5) seulement si celui-ci n'est pas l'exploitant.

Annexe II

Déclaration de renon à la dispense relative à certaines obligations issues des mesures de protection concernant l'encéphalopathie spongiforme bovine (1)

Je soussigné(e), exploitant de la boucherie/du rayon de boucherie de la grande entreprise de distribution ou du grand magasin/du commerce ambulant (2)

Dénomination du commerce :

Adresse du siège social (rue, numéro, code postal, commune) :
.....
.....

Adresse du siège d'exploitation (rue, numéro, code postal, commune) (3) :
.....
.....

Boucher responsable (nom, prénom) (4) :
.....

Déclare par la présente que je souhaite introduire dans mon établissement des viandes de bovins âgés de plus de douze mois contenant des vertèbres, autres que caudales, ainsi que des ganglions rachidiens et autres tissus nerveux apparents de la colonne vertébrale et que, par conséquent, je renonce à la dispense que j'avais obtenu à certaines obligations instaurées en vue de la protection contre l'encéphalopathie spongiforme bovine.

Délare et m'engage à respecter immédiatement et intégralement dans mon commerce de détail les règles en relation avec l'encéphalopathie spongiforme bovine applicables aux débits de viandes et aux commerces ambulants et déclare avoir pris connaissance du fait que les manquements par rapport aux règles susmentionnés sont passibles de sanctions.

Joins en annexe à la présente notification, l'exemplaire original du document de confirmation relatif à la dispense susmentionnée.

	L'exploitant	Le boucher responsable (5)
Nom, prénom et signature :
Date

Vu pour être annexé à la décision du 14 juin 2001.

Mme M. AELVOET

Notes

(1) remplir en capitales et envoyer par recommandé à l'Inspection générale des Denrées alimentaires, C.A.E. quartier Vésale 11^e étage, boulevard Pachéco 19/5, 1010 Bruxelles.

(2) biffer la mention inutile.

(3) mentionnez IDEM si identique au siège administratif.

(4) mentionnez IDEM si identique à l'exploitant.

(5) seulement si celui-ci n'est pas l'exploitant.